Ville de
RIS-ORANGIS

2026 /

# ARRÊTÉ N° 2026/300

## du mercredi 4 novembre 2026

## Portant modification temporaire de la réglementation en matière de circulation et de stationnement pour autoriser le stationnement d'un véhicule benne de moins de 3,5T au 15 Avenue George Sand, par le riverain

Madame le Maire de Ris-Orangis, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération Grand Paris Sud,

**VU** Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2213-1 à L.2213-6,

**VU** le Code de la Route notamment les articles L 325-1 à L 325-13 ; R 411-1 à R 411-33 ; R 412-1 à R 412-43 ; R 417-1 à R 417-13,

**VU** le Code de la voirie routière,

**VU** le Code Pénal,

**VU** le Décret n° 86-475 du 14 mars 1986 relatif à l'exercice du pouvoir de police en matière de circulation routière,

**VU** le Décret n° 86-476 du 14 mars 1986 portant modification de l'article R26 du Code Pénal,

**VU** l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 sur la signalisation routière et les textes subséquents le modifiant et le complétant,

**VU** l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre 1 - huitième partie sur la signalisation temporaire) approuvée par l'arrêté interministériel en date du 6 mai 1992,

**VU** la décision n° 2018/367 du 20 novembre 2018 fixant les montants des droits de voirie et d'occupation du domaine public,

**VU** l'arrêté n°2022/059 du 14 février 2022 portant réglementation des bruits et prévention des atteintes à la tranquillité,

**VU** l'arrêté n° 2026/146 du 29 mai 2026, portant réglementation de la circulation des véhicules et instituant une limitation à 30km/h des véhicules à moteur sur le territoire de la commune de Ris-Orangis,

**VU** le règlement communal de voirie,

**CONSIDERANT** la demande présentée par le riverain domicilié au 15 Avenue George Sand 91130 Ris-Orangis, relative à une autorisation au stationnement d'un véhicule benne de moins de 3.5T au 15 Avenue George Sand - 91130 Ris-Orangis,

**CONSIDÉRANT** qu'il y a lieu de prendre toutes les dispositions pour assurer la pérennité du domaine public, la sécurité des piétons et des automobilistes pendant toute la durée des travaux,

**CONSIDERANT** qu'il convient de réglementer la circulation et le stationnement des véhicules,

**SUR** proposition des Services Techniques Municipaux,

---

# ARRÊTE

**ARTICLE 1er : Autorisation.**
Le riverain, domicilié au 15 Avenue George Sand - 91130 Ris-Orangis, est autorisée à faire stationner un véhicule benne de moins de 3.5T au 15 Avenue George Sand - 91130 Ris-Orangis.

Les travaux entraineront :
- Une neutralisation de 2 places de stationnement.

**ARTICLE 2 : Redevance.**
En application de la décision n° 2018/367 du mardi 20 novembre 2018, une redevance d'un montant de **43,15 €**, soit 15,45 € + 27,70 € (5,54 € x 5 jours), est due au titre de la présente autorisation. Elle donnera lieu à l'émission d'un titre de recette en vue d'un règlement auprès du trésor public.

**ARTICLE 3 : Stationnement.**
Au niveau des travaux, le stationnement des véhicules légers et des poids lourds sera interdit et considéré comme gênant devant la zone de travaux la veille au soir et durant l'ensemble de la durée des travaux. Les services de Police seront chargés de l'enlèvement des véhicules en infraction, conformément aux articles L 325-1 à L 325-12 du Code de la Route,

**ARTICLE 4 : Signalisation et sécurisation du chantier.**
L'entreprise chargée des travaux devra mettre en place de part et d'autre du chantier une signalisation règlementaire annonçant les travaux en cours,

**ARTICLE 5 : Propreté des abords du chantier.**
Les abords du chantier devront être nettoyés aussi souvent que nécessaire par l'entreprise chargée des travaux en fin d'intervention, ainsi que sur simple demande des Services Techniques Municipaux.

**ARTICLE 6 : Remise en état du chantier.**
A l'achèvement des travaux, l'entreprise est tenue d'enlever tous les décombres, terres, dépôts de matériaux, graviers et immondices, de réparer immédiatement tous les dommages qui auraient été causés sur le Domaine Public ou ses dépendances, de rétablir dans leur premier état initial les fossés, talus, accotements, chaussées ou trottoirs qui auraient été endommagés et d'enlever la signalisation du chantier.
En cas de fouille, l'entreprise devra procéder aux reprises d'enrobés sur la largeur de la fouille et sur la largeur totale sur trottoir ou de la chaussée avec un épaulement de 20 cm.

**ARTICLE 7 : Affichage.**
Le présent arrêté doit être affiché par le demandeur 48 heures minimum avant le début de chaque intervention.

**ARTICLE 8 : Durée.**
Le présent arrêté est applicable du lundi 16 novembre 2026 jusqu'au vendredi 20 novembre 2026.

**ARTICLE 9** : **Ampliation du présent arrêté sera transmis à :**
- Monsieur le Commissaire de Police d'Evry-Courcouronnes,
- Monsieur le Directeur de la Police Municipale,
- Monsieur le Directeur des Services Techniques et de l'Urbanisme.

Et toute autorité administrative et agents de la force publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Ris-Orangis, le 4 novembre 2026.

**Sonia BENAMEUR**
Maire de Ris-Orangis
Vice-Présidente de la Communauté
d'Agglomération Grand Paris Sud




Le Maire certifie sous sa responsabilité
Le caractère exécutoire de cet acte :
Transmis en Préfecture le : 13 NOV. 2026
Publié le : 13 NOV. 2026
Notifié le :

Le présent acte peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Versailles dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa notification. Le Tribunal Administratif de Versailles peut aussi être saisi par l'application « Télérecours citoyens » accessible sur www.telerecours.fr

2026 /